

Kinshasa suspend sa coopération militaire avec Bruxelles

@rib News, 13/04/2017 à € Source AFP Le gouvernement congolais a annoncé qu'il suspendait la coopération militaire avec la Belgique après des critiques de Bruxelles à l'encontre du président congolais Joseph Kabila. "La décision de suspension de la coopération militaire avec la Belgique est effective. Cette mesure pendait depuis que le [ministre des Affaires Étrangères belge Didier Reynders] est sorti du bois pour pourfendre les autorités congolaises", a déclaré à l'AFP un responsable gouvernemental souhaitant garder l'anonymat.

La décision a été transmise à l'attaché militaire belge à Kinshasa "en début de semaine", a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministre de la Défense belge. Les conséquences pratiques de cette décision sont "en cours d'analyse", a-t-elle ajouté, sans plus de commentaire. La coopération militaire entre le Congo et la Belgique, son ancienne puissance coloniale, a commencé de manière sanglante, quelques jours seulement après l'Indépendance (30 juin 1960), avec une mutinerie de soldats congolais de l'armée qui s'appelait alors la Force publique, et dont tous les officiers étaient encore des Belges. Elle fut suspendue au début de la décennie 1990, lorsque les Occidentaux coupèrent les ponts avec le dictateur Mobutu Sese Seko, l'un de leurs grands alliés africains pendant la Guerre Froide, après avoir accusé le régime d'avoir fait massacrer des étudiants. La coopération a repris avec l'avènement au pouvoir de M. Kabila, en 2001, après l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila, qui avait chassé Mobutu du pouvoir en 1997 et avait privilégié la coopération militaire avec la Chine et la Corée du Nord. La coopération belgo-congolaise, qui mobiliserait aujourd'hui une trentaine de militaires belges au Congo, a trait principalement à la formation d'unités en RDC ou de soldats congolais dans diverses écoles militaires congolaises ou belges. Elle a aussi permis à des troupes parachutistes belges de venir s'entraîner en milieu équatorial à l'occasion de manoeuvres communes avec les Forces armées de la RDC (FARDC). Les principales autres nations engagées dans le soutien à la formation de l'armée congolaise sont l'Afrique du Sud, la Chine, les États-Unis et la France. Samedi, M. Reynders a déclaré que la nomination la veille par M. Kabila d'un nouveau Premier ministre, Bruno Tshibala, s'écarterait "de la lettre et de l'esprit" de l'accord conclu le 31 décembre entre l'opposition et la majorité pour tenter de sortir de la crise liée au maintien au pouvoir du chef de l'État, dont le mandat a expiré le 20 décembre dans un climat de violences généralisées dans le pays.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});